Le présent du passé

Modes et temps de l'écriture historique

Sylvain Venayre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/329>

DOI : 10.4000/elh.329

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2013

Pagination : 17-26

ISBN : 978-2-35698-065-6

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Sylvain Venayre, « Le présent du passé », *Écrire l'histoire* [En ligne], 12 | 2013, mis en ligne le 15 novembre 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/329> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.329>

Le présent du passé

Modes et temps de l'écriture historique

À LA SESSION 2011 du concours de l'agrégation d'histoire, le jury a commis une erreur d'autant plus remarquable qu'elle concernait l'épreuve d'explication de textes. Cette année-là, le programme thématique, pour l'époque médiévale, était : les structures de l'Église dans l'Occident latin du XII^e au XV^e siècle. Dans ce cadre, le document proposé à l'épreuve d'explication de textes portait sur le concile de Constance, en 1415. Le texte était présenté comme un extrait du journal d'un témoin du concile, à savoir Jacques de Cérisy, lequel avait été, à Constance, le secrétaire du célèbre Jean Gerson. Or, voici : si Jacques de Cérisy a bien existé, s'il a bien été le secrétaire de Jean Gerson

et s'il a bien participé au concile de Constance, il ne nous a laissé, en revanche, aucun journal. En réalité, le pseudo-journal de Jacques de Cérisy a été rédigé, très longtemps après les faits – en 1964 –, par un spécialiste de l'histoire de l'Église, lui-même ecclésiastique, Mgr Palémon Glorieux.

Cette affaire est sans doute très anecdotique dans ses conséquences. Il est néanmoins possible de la considérer, en elle-même, comme un instructif accident épistémologique, porteur de plusieurs enseignements¹. L'un d'entre eux concerne la question cruciale des temps auxquels on écrit l'histoire.

Dans son rapport, le jury écrit en effet que « ce journal *aurait pu être tenu...* » et cette formulation

Sylvain Venayre, université de Grenoble-Alpes, CRHIPA – Centre de recherche en histoire et histoire de l'art. Italie, pays alpins.

1. Un certain nombre de ces enseignements, en termes de connaissance historique, ont été mis en évidence dans Sylvain Venayre, Patrick Boucheron, *L'Histoire au conditionnel*, Mille et une nuits, 2012. Le présent article apporte sur cette affaire un autre éclairage.

doit retenir notre attention. Elle intrigue. Elle invite à réfléchir aux usages du mode conditionnel dans l'écriture historique. On pourrait certes défendre l'idée que l'opération historiographique consiste, bien souvent, à échafauder des hypothèses sur le passé – et que, pour mettre en forme ces hypothèses, le conditionnel s'impose. Mais, pour l'instant, contentons-nous simplement de saisir l'occasion donnée par l'erreur commise lors de la session 2011 de l'agrégation d'histoire pour essayer de réfléchir aux enjeux que recouvre la question de savoir à quels modes et à quels temps on écrit l'histoire.

Cette question, il faut le reconnaître, n'a pas vraiment passionné les chercheurs – en tout cas, pas directement. Alors que beaucoup de choses ont été écrites sur les problèmes posés par le récit dans l'écriture historique, les historiens français ne se sont guère souciés d'éclaircir la question de savoir à quels temps on écrit l'histoire. De Paul Veyne à Antoine Prost et à Philippe Carrard, le problème a le plus souvent été évacué². C'est un peu étonnant (surtout si l'on pense qu'une des émissions radiophoniques d'histoire les plus populaires de France s'intitule précisément

*Concordance des temps*³). Au nombre des réflexions sur le sujet, on ne peut guère compter qu'un chapitre du livre intitulé *Les Historiens et le temps*, écrit par un ancien professeur de khâgne, Jean Leduc, ainsi que quelques pages dans le livre de Jacques Rancière *Les Noms de l'histoire*. Soit, pour nous aider à réfléchir à cette question qui devrait intéresser les historiens au premier chef : un enseignant et un philosophe. Ce sont donc leurs réflexions que nous allons essayer ici de commenter en historien, c'est-à-dire en praticien de l'écriture historique.

À lire les rapides conseils publiés à ce sujet dans les manuels à l'usage des étudiants, il apparaît que, dans l'ensemble, l'idéal est plutôt d'écrire au passé. En effet, comme le prescrivent les auteurs de *La Dissertation en histoire* :

Le temps naturel du récit historique dans le passé est le passé simple [...].⁴

Même si l'on ne voit pas très bien en quoi cela est « naturel », on conçoit la logique d'un tel jugement : les événements s'étant produits dans le passé, c'est au passé qu'il semble cohérent de les raconter.

2. Voir Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire. Essai d'épistémologie*, Éd. du Seuil (L'Univers historique), 1971 ; Antoine Prost, *Douze Leçons sur l'histoire*, Éd. du Seuil (Points histoire), 1996 ; Philippe Carrard, *Poétique de la Nouvelle Histoire. Le discours historique français de Braudel à Chartier*, Lausanne, Payot (Sciences humaines), 1998.
3. *Concordance des temps* est une émission produite et animée par Jean-Noël Jeanneney, sur les ondes de France Culture, depuis 1999.
4. Pierre Saly, Jean-Paul Scot, *La Dissertation en histoire*, Armand Colin (Cursus), 1994, p. 101 ; cité dans Jean Leduc, *Les Historiens et le temps. Conceptions, problématiques, écritures*, Éd. du Seuil (Points histoire), 1999, p. 230.

Mais, en même temps, si l'on suit bien ce qu'écrivent les auteurs de tous ces manuels, écrire au passé semble souvent plus compliqué qu'écrire au présent. En effet, d'une part, l'historien doit respecter les contraignantes règles de la concordance des temps (qui lui imposent alors l'utilisation du plus-que-parfait et du subjonctif passé, assez complexes à manier). D'autre part, et surtout, il doit jongler avec les différents temps qui permettent de conjuguer au passé : l'imparfait, le passé composé et le passé simple – là où le seul présent suffit pour écrire au présent. Du strict point de vue des règles de conjugaison, donc, l'écriture au passé exige un savoir-faire technique qui tend à diriger les élèves les moins à l'aise vers l'utilisation du présent, considérée comme plus facile.

L'utilisation du présent implique néanmoins d'éviter un piège particulier posé par les rigoureuses règles de la concordance des temps. Une phrase écrite au présent de narration risque en effet de conduire son auteur, pour respecter ces règles, à une proposition contenant un verbe au futur (si l'action décrite dans la proposition s'est effectivement produite après celle décrite dans le reste de la phrase). Or, sur ce point, les normes diffusées par les auteurs de manuels sont strictes. Tous le répètent : quand on écrit l'histoire, on n'emploie pas le futur. Pour les auteurs d'une *Méthode pour le commentaire et la dissertation historiques*,

destinée aux étudiants des premiers cycles universitaires, les choses sont ainsi parfaitement claires :

N'employez pas le futur qui n'est – par définition – pas un temps historique (l'historien n'est pas un prophète).⁵

À en croire tous ces textes, les historiens n'ont donc le choix qu'entre deux possibilités pour écrire l'histoire : le passé – qui est la solution idéale (« naturelle », comme dit l'un d'entre eux), mais qui implique d'être à l'aise avec les utilisations des différents temps du passé – et le présent – qui est peut-être d'une utilisation plus facile, mais à condition d'éviter absolument de construire une phrase dans laquelle, du fait des règles de la concordance des temps, l'auteur serait conduit à utiliser le futur (et donc à revendiquer l'identité, *a priori* déshonorante pour les historiens, de « prophète »). Quant au mode conditionnel, utilisé dans le rapport du jury du concours de l'agrégation en 2011, il n'en est pas même question.

Le problème de savoir à quels temps on écrit l'histoire semble donc résolu en théorie, et depuis longtemps. Pourtant, ainsi qu'il est très facile de le montrer, dans la pratique, les choses sont un peu plus compliquées que cela. D'abord, il est possible de repérer une évolution, chez les historiens français, tout au long de la seconde moitié du xx^e siècle. En effet, d'après les observations de

5. Vincent Milliot, Olivier Wieviorka, *Méthode pour le commentaire et la dissertation historiques*, Nathan, 1994, p. 108 ; cité dans Jean Leduc, *op. cit.*, p. 229-230.

Jean Leduc, ceux-ci auraient de plus en plus privilégié l'emploi du présent, au détriment du passé. Si le passé est le temps « naturel » du récit historique, alors force est de constater que, depuis une cinquantaine d'années, l'art d'écrire l'histoire s'est progressivement éloigné de l'imitation de la nature.

Il conviendrait néanmoins, pour nuancer l'analyse de Jean Leduc, de rapporter ces observations, qui ne concernent que l'écriture des historiens, à des tendances plus générales de l'écriture en langue française. Considérons ainsi cette pratique récente des éditeurs, par laquelle ils multiplient les rééditions de classiques de la littérature enfantine, réécrits au présent, que leurs auteurs avaient pourtant naguère rédigés au passé. Ceux qui ont lu les aventures du « Club des Cinq » dans les années 1970 seraient ainsi bien étonnés de confronter leurs vieux livres aux rééditions actuelles. Disparus l'imparfait et le passé simple – ou, plus exactement, réduits aux strictes règles de la concordance des temps avec le présent, lequel est devenu désormais le temps fondamental de tous ces récits. À cela, les éditeurs invoquent une raison majeure : les enfants d'aujourd'hui peineraient à lire des récits rédigés au passé – et tout particulièrement au passé simple.

Ces lamentations incriminent généralement la télévision, dont les enfants préféreraient la consommation paresseuse aux fatigues de la lecture. Bien sûr, on connaît ce discours, qui a lui-même une histoire, laquelle s'enracine dans l'avènement

de l'illustration, par la grâce de la lithographie et de la gravure sur bois de bout, au début du XIX^e siècle. Il est difficile d'en mesurer l'exacte vérité. Mais, sur un point, il dit peut-être vrai. Car la diffusion de l'audiovisuel a eu, pour la langue française, une conséquence que ne connaissent pas d'autres langues comme l'italien ou l'espagnol. En effet, dans la mesure où le passé simple est, en français, un temps de l'écrit seulement, il est condamné par le discours audiovisuel. On ne parle pas au passé simple : tous les conférenciers le savent, au moment où ils rédigent leur texte, même s'il s'agit d'une conférence historique. Le passé simple est peut-être le temps « naturel » du récit historique au passé, comme le disent les auteurs du manuel intitulé *La Dissertation en histoire* – mais c'est vrai seulement pour l'écrit. Et, pour revenir à notre objet, si les historiens français se sont mis, dans la seconde moitié du XX^e siècle, à écrire de plus en plus souvent au présent, c'est peut-être moins sous l'influence de contraintes internes à la discipline historique que sous l'effet d'un recul plus général de l'usage du passé simple dans la société française.

L'essentiel, toutefois, n'est pas dans cette évolution qui semble faire préférer, depuis quelques décennies, l'un des deux temps prescrits pour écrire l'histoire, plutôt que l'autre. L'essentiel, du point de vue qui nous occupe, réside dans le fait que les historiens semblent peiner à s'appliquer à eux-mêmes les règles auxquelles leurs élèves devraient se plier.

Il en va ainsi du choix auquel est censé se résoudre tout auteur d'un texte historique. Les manuels sont assez clairs sur cette question. Comme l'écrivent les auteurs de *La Dissertation en histoire* :

Naturellement [sic] il ne faut pas changer de temps au hasard dans le cours du devoir ou du moins dans le cours d'un développement.⁶

Jean Leduc, qui rapporte cette prescription, s'est amusé à examiner ce qu'il en était dès lors que l'on n'avait plus affaire à une dissertation, mais à un livre entier. Or le résultat de son enquête est édifiant. De nombreux historiens n'hésitent pas à aller du présent au passé et du passé au présent à l'intérieur du même livre⁷. Et ce n'est pas parce que ces auteurs maîtriseraient plus mal que d'autres l'art d'écrire. Au nombre des historiens ainsi identifiés par Jean Leduc, on compte en effet Lucien Febvre, Claude Nicolet ou Jacques Le Goff, c'est-à-dire des auteurs dont il serait difficile de prétendre que leur style n'est pas le fruit d'un savant travail.

Plus remarquable encore, il est également possible de prendre à peu près tous les historiens professionnels en flagrant délit de contravention à la règle la plus énergiquement répétée par tous les manuels : ne pas écrire au futur. Ouvrons ainsi le tome II de la célèbre *Histoire des femmes*,

dirigée par Georges Duby et Michelle Perrot. De qui cette phrase scandaleuse, à la page 202 : « Au xv^e siècle, les femmes ne se contenteront plus de chercher à être exemptées de ces lois ou à s'y soustraire, mais s'en prendront énergiquement au principe même du contrôle⁸ » ? Quel est l'historien qui a cru bon d'employer deux fois le futur dans la même phrase ? Quel est ce « prophète » ? Nul autre que Georges Duby lui-même : le grand médiéviste, déjà membre de l'Académie française à ce moment-là, l'un des historiens français à être le plus volontiers reconnu aussi, et sans doute à juste titre, comme un bel écrivain.

Inutile de multiplier les exemples. Chacun devine qu'ils sont innombrables. L'affaire est entendue : les historiens ne respectent pas scrupuleusement les règles que, pourtant, ils semblent imposer aux jeunes qui se lancent dans les études d'histoire. La question est : pourquoi donc ?

D'abord, parce que l'écriture de l'histoire ne saurait se limiter à celle d'un récit des événements, pour lequel les historiens auraient à choisir entre le passé et le présent. Le propre du discours historique est en effet de balancer entre le récit des événements passés et l'analyse de ces mêmes événements. Pour les auteurs du manuel intitulé *La Dissertation en histoire*, cela justifie d'ailleurs l'utilisation par les historiens d'un autre présent

6. Cité dans Jean Leduc, *op. cit.*, p. 231.

7. *Ibid.*, p. 224-225.

8. Georges Duby, Michelle Perrot (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, t. II, *Le Moyen Âge*, Plon, 1990, p. 202.

que le présent de narration, qu'ils appellent le présent de généralité :

Le temps le plus important de la dissertation historique est peut-être le présent (qualifiable de présent de généralité par opposition au présent de narration), car il est le temps du regard porté sur une réalité passée qui nous intéresse d'abord à cause de l'analyse que nous sommes en train de faire de cette réalité comme d'un objet intellectuel présent.⁹

L'écriture de l'histoire serait donc soumise à ce double impératif : d'une part, raconter des événements passés – et pour cela il convient d'utiliser le passé ou, au pire, le présent de narration ; d'autre part, interpréter, analyser ces événements – et pour cela il convient d'utiliser le présent de généralité.

En réalité, une telle recommandation s'inscrit dans une histoire longue des conceptions de la langue. Elle se borne à appliquer à l'écriture historique la célèbre distinction proposée par le linguiste Émile Benveniste entre le récit et le discours. Comme le rappelle Jacques Rancière, le temps de prédilection du récit est, selon Benveniste, le passé (et pour Benveniste le présent dit « historique » n'est, de ce point de vue, qu'un artifice de style). Quant au discours, son temps de prédilection est peut-être le présent, mais il peut également être exprimé à tous les temps – le présent, le passé et le futur pouvant se rapporter

à différents moments du discours¹⁰. Ainsi les règles de l'écriture historique se compliquent-elles dès lors que l'on considère que cette écriture n'a pas pour seule fonction de raconter le récit des événements passés, mais aussi d'expliquer ces événements. Quel que soit le choix fait par l'auteur – passé ou présent de narration –, il doit en effet combiner ce choix initial avec son propre discours de commentaire, pour lequel le présent, le passé et le futur sont également légitimes.

Or, cela se complique encore de ce que le discours doit, lui aussi, faire une place à la chronologie. Proposer une interprétation d'un événement, distincte de l'interprétation proposée précédemment par un autre historien, implique ainsi d'exposer cette autre interprétation comme un moment dans une histoire qui n'est plus celle des événements, mais celle des commentaires de l'événement. De ce point de vue, il n'est pas sûr du tout que le choix du présent de narration pour le récit des événements facilite vraiment la tâche de l'historien : cela peut le conduire en effet à raconter au présent des événements passés, puis à exposer au passé une interprétation de ces événements, antérieure à sa propre interprétation, certes, mais nécessairement postérieure aux événements eux-mêmes. L'affaire, on le voit, est assez complexe. On comprend qu'elle conduise à d'importants écarts avec les normes, imposées par les auteurs

9. Cité dans Jean Leduc, *op. cit.*, p. 230.

10. Jacques Rancière, *Les Noms de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Éd. du Seuil (La Librairie du xx^e siècle), 1992, p. 32-34.

des manuels, relatives aux temps auxquels on doit écrire l'histoire.

L'affaire est complexe mais – et c'est le grand apport du petit livre de Jacques Rancière que d'avoir mis ce fait en évidence – sa complexité est constitutive de la définition même de la science historique. En l'occurrence, il faut pardonner au philosophe ses simplifications à propos de l'historiographie libérale des premières décennies du XIX^e siècle. Rancière accorde en effet beaucoup à Michelet. À l'en croire, Michelet aurait proprement inventé la science historique en même temps que l'écriture de cette science. Il serait facile d'objecter à Rancière que Michelet n'était pas le seul et que d'autres que lui, avant lui, ont joué dans cette évolution un rôle au moins aussi important, à commencer par Augustin Thierry¹¹. Mais peu importe. Car ce que Rancière identifie bien, à travers la figure de Michelet, ce sont les enjeux essentiellement politiques de ce moment libéral de l'historiographie française. Et, au fond, ce sont ces enjeux que Rancière appelle Michelet.

Or quels étaient ces enjeux ? Pour les historiens de cette époque – ces historiens qu'on a qualifiés un peu vite de « romantiques » –, la révolution dans l'ordre historiographique devait nécessairement suivre la révolution dans l'ordre politique. Il

s'agissait désormais de faire l'histoire du peuple, l'histoire de ces hommes qui n'avaient pas laissé de traces, alors même qu'ils avaient été la nation. La mission que s'assignaient les historiens libéraux était de rendre au peuple cette voix qu'auraient étouffée, jusqu'en 1789, l'Église et la monarchie. Rancière a été d'autant plus sensible à cette dimension politique de l'historiographie libérale que, d'une certaine façon, lui-même a voulu poursuivre cette mission en faisant connaître le discours du prolétariat – en essayant de faire émerger de leur « nuit » des prolétaires dont les mots avaient été rendus semblablement inaudibles par l'écriture bourgeoise de l'histoire¹².

Or, selon Rancière, cette conception politique de la science historique a eu de grandes conséquences sur le choix des temps auxquels on écrit l'histoire. Les historiens soucieux de faire parler ceux qui n'ont pas laissé de traces se trouvaient en effet dans l'impossibilité de raconter les événements passés en se fondant sur les récits des témoins de ces événements. Car les récits de ces témoins, nous dit Rancière, même lorsque leurs auteurs étaient animés d'une volonté de libération du peuple, étaient soumis aux logiques discursives dominantes de leur époque – c'est-à-dire aux discours même

11. Voir à ce sujet Marcel Gauchet, « *Les Lettres sur l'histoire de France* d'Augustin Thierry » dans Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. II, *La Nation*, vol. I., Gallimard, 1986, p. 247-316 ; Anne Denicul Cormier, *Augustin Thierry. L'histoire autrement*, Publisud (La France au fil des siècles), 1996.

12. Voir Jacques Rancière, *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Fayard, 1981.

de leurs oppresseurs¹³. Les historiens qui voulaient restituer au peuple sa propre voix – ces historiens que Rancière appelle Michelet – n’auraient donc pas eu d’autre choix que de raconter non pas les événements eux-mêmes, à partir des récits des témoins, mais le sens de ces événements, à partir de leur propre conception de l’histoire. Or, cela ne pouvait se faire qu’en brisant le système qui oppose le passé simple du récit au présent du discours. Ainsi la science historique moderne se serait-elle fondée, au temps de l’historiographie libérale, sur un souci politique qui se serait d’abord manifesté par le brouillage de la frontière que les linguistes établissent entre le récit et le discours¹⁴.

Pour cette raison, Rancière suggère que le conditionnel est peut-être le mode verbal privilégié des historiens. En effet, si l’histoire a pour mission de donner la parole à ceux qui n’ont jamais pu la prendre, alors les historiens en sont réduits à écrire ce qui, d’après leurs recherches, *aurait pu être dit*, autrefois, par les gens du peuple. Pour autant, comprenons bien que ces historiens n’écriront pas au conditionnel. Mais c’est le conditionnel qui, *in fine*, confèrera sa légitimité à une écriture délivrée de l’impératif de la distinction entre le récit et le

discours – une écriture qui, désormais, pourra faire usage, sans aucune incohérence, de tous les temps possibles.

Bien sûr, on peut contester certains points du raisonnement de Jacques Rancière. On peut considérer que les historiens, loin de poursuivre le but romantique de la vengeance des peuples, doivent au contraire tendre vers l’objectivité la plus impartiale. On peut aussi remarquer que Rancière étayait son raisonnement par l’analyse d’œuvres historiques – celle de Braudel, celle de Chaunu – auxquelles ont succédé depuis d’autres œuvres, fondées sur d’autres manières de faire l’histoire. Contemporain de la réflexion de Rancière, le fameux « tournant critique » de l’historiographie française, en particulier, a très certainement fait évoluer les questions de poétique historique.

Mais, là encore, peu importe que l’on suive ou pas Jacques Rancière à toutes les étapes de son raisonnement. Sa réflexion demeure fructueuse et les historiens peuvent, aujourd’hui encore, y puiser deux enseignements majeurs.

Le premier est que la libération que Rancière préconise, dans l’utilisation des temps auxquels on écrit l’histoire, ne relève pas du tout d’une tentative pour tirer l’histoire vers la fiction. Si,

13. C’est le sens de sa démonstration sur Chaliier (1747-1793), dont il remarque que Michelet ne lui laisse jamais la parole, car son discours, pris dans la rhétorique de son temps, ne permet pas d’en faire émerger le sens, qui était celui d’une libération du peuple. Jacques Rancière, *Les Noms de l’histoire*, p. 97 *sqq.*

14. Brouillage dont Rancière suggère que la phrase nominale – la phrase sans verbe –, celle qu’utilisait si fréquemment Lucien Febvre, en connectant immédiatement les temps du récit et ceux du discours, pourrait constituer l’aboutissement. *Ibid.*, p. 102-103.

pour Rancière, les historiens sont autorisés à utiliser tous les temps à leur disposition, ce n'est pas afin de donner libre cours à leur imagination (ce qui serait d'ailleurs une définition bien pauvre de la fiction). Le mélange des temps correspond certes au brouillage de la frontière du récit et du discours; mais ce brouillage a accompagné la définition de l'histoire comme science, c'est-à-dire comme analyse de l'événement plutôt que comme récit de celui-ci. Pour autant, il demeure essentiel de bien se convaincre que ce brouillage ne s'effectue pas n'importe comment. C'est dans le détail de chaque analyse, de chaque paragraphe, de chaque phrase que l'historien doit réfléchir à la manière dont il veut délivrer le sens des événements – et donc à la manière dont il met en intrigue le récit et le discours – et donc à la manière dont il utilisera, pour écrire l'histoire, les différents temps à sa disposition. En cela, Rancière rappelle l'historien à ses devoirs qui sont de connaître, le plus finement possible, les pouvoirs de la littérature. Non pas pour apprendre à faire de belles phrases (et à bénéficier, par exemple, des « prestiges narratifs du passé simple¹⁵ ») – même si ce souci aussi est légitime. Mais pour apprendre à ne pas être la dupe de la fiction.

Le second enseignement que l'on peut tirer de la lecture de Rancière est que cet apprentissage doit nécessairement se faire sans maître. Paradoxalement, en effet, la seule leçon que les

maîtres sont légitimes à dispenser est qu'il ne faut rien s'interdire – ni le mélange du présent et du passé, bien sûr, ni même l'usage du futur. Tout est permis, tous les temps peuvent être utilisés. Mais attention: ceci, seulement à la condition d'examiner le plus exactement possible, à chaque fois, les implications épistémologiques de chacun de ses choix.

Et c'est ici qu'il nous faut revenir, en conclusion, à la petite affaire de la session 2011 de l'agrégation d'histoire, par laquelle nous avons commencé. Car on pourrait proposer du texte soumis aux étudiants cette année-là une analyse entièrement fondée sur les temps auxquels ce texte avait été écrit.

Si on lit ce pseudo-journal, on s'aperçoit en effet que son auteur a mélangé tous les temps selon que le narrateur était censé raconter, au présent, les événements de la journée ou, au passé, les événements qui, situés plus loin dans le temps, permettaient de donner du sens à ceux de la journée. De ce point de vue, il convient de distinguer soigneusement ce qui relève de la fiction – c'est-à-dire la forme du journal, qui est une pure invention de Palémon Glorieux – et ce qui relève de l'histoire – c'est-à-dire le texte lui-même, qui était, non pas une fiction, mais bien un discours d'historien. À la lumière de sources d'époque, Mgr Glorieux proposait en effet une analyse du concile de Constance, qui en faisait le

15. *Ibid.*, p. 101.

précédent fameux du concile de Vatican II. Et si Glorieux mélangeait les temps du présent et ceux du passé, c'était dans un but bien précis : délivrer, en 1964, le sens du concile de 1415.

De ce point de vue, l'usage du mode conditionnel pour présenter ce journal (qui, rappelons-le, « aurait pu être tenu » par Jacques de Cérisy) est doublement fautif. Il est fautif du point de vue politique, au sens de Rancière. Lorsque les auteurs du rapport affirment que Jacques de Cérisy *aurait pu* tenir le journal rédigé en réalité par Palémon Glorieux, cela ne signifie en effet absolument pas que Glorieux a délivré une parole muette au xv^e siècle : celle d'un peuple souffrant que, semble-t-il, Jacques de Cérisy n'incarnait pas du tout.

Mais l'usage du conditionnel est fautif, surtout, du point de vue scientifique. Le texte n'aurait pas pu être écrit par Jacques de Cérisy, parce que seul un historien pouvait délivrer ainsi, par la forme qu'il a donnée au jeu du passé et du présent, le sens des événements (ce qui fait, d'ailleurs, que les candidats au concours ont eu tant de mal à commenter un texte qui, d'une certaine façon, contenait déjà son propre commentaire).

Pas plus que les temps du présent, du passé et du futur, le mode conditionnel n'est interdit dans l'écriture de l'histoire. Mais comme pour le présent, le passé et le futur, l'historien qui l'emploie doit connaître, le plus exactement possible, toutes les implications épistémologiques des choix qu'il fait.